

Le Petit Journal contre CIGÉO

n°8

Avril 2026

Imprimé par nos soins. Diffusion bénévole et fluctuante.
Pour recevoir le prochain numéro (gratuit), participer à la diffusion dans les boîtes aux lettres, ou pour tout retour, critique ou contribution, écrire à :

le-petit-journal-contre-cigeo@riseup.net
D'autres informations sur **burebure.info**

L'avancée de l'enquête publique sur CIGÉO est inadmissible

Nous avons appris dans le Journal de la Haute-Marne du 13/03/2026 (dans un mini encart sur un tout autre sujet..) que l'enquête publique sur la demande d'autorisation de création de CIGÉO (DAC) pourrait avoir lieu dès le mois de mai. Si ce délai inattendu est confirmé pour ce printemps, nul doute qu'elle pourrait se dérouler dans la lignée du "fameux" débat public de 2013 : boycottée, mouvementée, et dans un climat profondément délétère car on passerait encore un cap dans l'inacceptable. L'État crée minutieusement toutes les conditions de la désinformation du public et ne s'y prendrait pas autrement pour faire monter la colère.

Une enquête publique avancée au nom d'un calendrier "resserré" pour CIGÉO

Sur le site de l'ANDRA ; lors de la consultation des collectivités fin 2025 ; dans les courriers officiels ou encore sur les sites des préfectures : la date annoncée pour l'enquête publique est toujours "l'automne 2026". Même à cette période, elle était largement jugée prématurée et intolérable : dossier incomplet, absence de démonstration de sûreté sur des éléments majeurs et déterminants pour la sûreté et la faisabilité de CIGÉO.

Or, d'après la préfète de la Haute-Marne, "l'enquête publique se tiendrait de mi-mai à fin juin". Le préfet coordinateur de CIGÉO aurait déposé cette demande au tribunal administratif de Nancy.

Un arrêté préfectoral, qui valide ce nouveau calendrier, a été publié le 9 avril, malgré la réaction du CLIS du laboratoire de Bure (Comité Local d'Information et de Suivi), qui critique cette décision.

Population, élu-es locaux, et instances sont en permanence les dindons de la farce : il faut réagir à ce mépris généralisé

C'est plus que de la fourberie, c'est du mépris en bonne et due forme de la part de l'État et de l'industrie nucléaire. Cette accélération répond uniquement à un calendrier électoral et politique ainsi qu'aux pressions du lobby nucléaire : il faut que tout soit calé et le décret signé avant les prochaines présidentielles pour servir le discours de la relance de l'atome. Ce gouvernement et ses nucléocrates dévoient les institutions démocratiques pour parvenir à leurs fins et montrent au grand jour leur véritable intérêt : pouvoir dire que la question des déchets nucléaires qui s'amoncellent a trouvé une solution définitive de stockage et pouvoir continuer la fuite en avant triomphante du nucléaire.

Car dans le dossier de DAC, rien ne va :

- le dossier est indigent : aujourd'hui, ce qui est présenté est un concept, une idée, pas un projet abouti, mature et sûr, comme l'État s'y était engagé ;
- le dossier est sans cesse actualisé : ce n'est déjà pas le même qui avait été présenté en toute hâte aux collectivités locales fin 2025, sans l'avis définitif de l'ASNR (Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection) : un comble ! Et les nouveaux, nouvelles élu-es suite aux municipales ne seront toujours pas installés dans les mairies qu'il leur faudra prendre connaissance d'un dossier long de 16 000 pages ! Impensable...
- certaines instances, à ce jour, n'ont pas même rendu leur avis : l'Office Parlementaire des Choix Scientifiques et Technologiques (OPECST) devait rendre son avis avant l'été et le Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sûreté Nucléaire (HCTISN) n'a toujours pas non plus rendu le sien (certes non obligatoire) alors qu'il devait justement définir les critères d'une enquête publique sur CIGÉO qui garantirait l'information et la participation du public. L'État se moque donc pleinement de nous, des élu-es, mais aussi de l'avis des parlementaires et des membres du Haut Comité. Ces institutions doivent absolument réagir, et vite, à ce manque de considération sidérant.

Enquête publique : instrument de la démocratie... ou du pouvoir ?

Cette enquête publique sera le dernier moment où la population pourra s'exprimer sur CIGÉO : "le dernier rendez-vous démocratique" comme se plaît à le rappeler l'ANDRA. Pourtant, rien n'est fait pour qu'elle se déroule de manière sincère : à partir d'informations fiables, exhaustives et en toute transparence. Pire, elle serait même précipitée, à une période estivale où personne n'y aura la tête et dans un délai extrêmement raccourci : une honte au regard des enjeux majeurs de ce projet colossal. Mais on l'a bien compris : pour les pouvoirs publics, il s'agit d'une étape inévitable d'un point de vue réglementaire et dont ils se seraient bien passés. Plus vite elle sera terminée, mieux ce sera ; et peu importe ce que le public en pense : tout est déjà décidé !

Si elle est maintenue, il y a fort à parier que l'enquête publique prendra l'allure du débat public de 2013 où pour rappel, la moitié des membres de la commission particulière du débat public s'étaient désolidarisés du bilan, tant la démocratie était bafouée et les conditions de l'organisation ne répondait pas aux exigences d'une réelle information, sincère et de qualité. Il serait impossible qu'il en soit autrement pour celle à venir, tant elle cumule déjà d'insuffisances notoires.

Nos vies valent mieux que leurs magouilles...

RASSEMBLEMENT le 19 mai devant la Préfecture de Bar-le-Duc

Nous vous donnons RDV le 19 mai 2026 à 12h Place Reggio à Bar-le-Duc, symboliquement devant la Préfecture de la Meuse, pour dénoncer cette mascarade !

Le nouveau coût de CIGÉO - un non évènement pour qui suit le dossier depuis des années

Le gouvernement vient de prendre un nouveau décret d'évaluation du coût de CIGÉO, qui est maintenant annoncé à 37 milliards d'euros au total sur une période de 151 ans à partir de 2016.

Une arnaque de plus

Nous vous annonçons que ce décret sera bientôt abrogé comme le précédent de 2016 et, comme l'industrie nucléaire en a l'habitude, un autre sera passé avec un petit "Oups ! On n'avait pas prévu la crise, en fait, ça va coûter plus cher, désolé !".

Cette nouvelle évaluation qui est une arnaque de plus est surtout une étape indispensable à la Demande d'Autorisation de Création (DAC) de CIGÉO que le gouvernement veut passer en force avant la fin de l'année, alors que :

- ne sont prises en compte aucune des contre-expertises indépendantes menées par le CLIS de Bure sur le projet qui vont sortir prochainement ;
- les résultats des prochaines études de l'ANDRA, capitales au niveau géologique, ne sortiront qu'en 2028 ;
- l'enquête publique sur la DAC est annoncée en mai 2026 au lieu de décembre 2026 pour des raisons politiques et non rationnelles tout à fait assumées par Gérard

Longuet le 19 mars dans la presse locale, car il faut que le décret soit signé AVANT les présidentielles ! Ah bon et pourquoi ? Parce que le projet CIGÉO ne résisterait pas à un nouveau gouvernement qui l'examinerait sérieusement, notamment sur la question de la faisabilité et du coût... ? (voir l'article sur l'accélération du calendrier de CIGÉO)

CIGÉO, une fable de coût en coût et une destruction écologique majeure

Il faut comprendre trois choses essentielles :

- Le coût de 12 milliards d'euros en tout pour la phase industrielle pilote correspondrait à la construction de toutes les installations de surface et de la descenderie, autrement dit c'est un marché juteux de plusieurs décennies pour les fabricants de béton, les mastodontes du BTP et autres machineries à détruire la planète. Et cela fait parti de la **stratégie jusqu'au-boutiste du fait accompli de l'ANDRA** car une fois toutes ces installations construites, qui pourrait encore croire qu'un gouvernement dirait "On annule tout malgré tous ces milliards dépensés, car finalement CIGÉO n'est pas faisable sans risque majeur pour l'environnement naturel et humain" ?
- **CIGÉO ne sera pas un projet « clé en main »** : l'ANDRA ne construit pas l'ensemble des installations et les 300 km de tunnels sous-terrains pour les remplir parce qu'elle aurait la certitude que l'ensemble fonctionne et qu'aucun risque majeur ne subsisterait : NON, elle construit, elle creuse les trous et les remplit en même temps de ces rejets nucléaires mortels. Combien cela coûterait-il d'aller récupérer les déchets radioactifs si on décidait d'arrêter CIGÉO après 10 km de galeries remplies ? L'ANDRA répond qu'elle ne calcule pas cet éventuel budget et que cela sera aux générations futures d'en décider ! Merci du cadeau empoisonné !
- En plus de ne pas budgétiser le coût de la réversibilité et de le faire peser par avance sur les générations futures, **la nouvelle estimation du coût de CIGÉO n'inclut pas « les incertitudes, risques et opportunités et aléas » ainsi que « la surveillance après fermeture »**. CIGÉO, comme tout projet nucléaire et du fait de sa durée a minima séculaire, va inévitablement subir des dérives financières.

Finalement, chiffrer un projet aussi hors norme que CIGÉO relève de l'impossible. C'est aussi en ce sens que ce nouvel arrêté est un non-événement.

Alors vous avez dit "réversibilité" ?!

De la poudre aux yeux pour aveugler sur le passage en force démocratique et pour arroser l'égo électoral de nos élus locaux...

La stratégie de l'ANDRA pour faire avaler l'énorme absurdité du concept même de CIGÉO et ses failles toutes aussi énormes est de découper le projet dans tous les sens pour mieux nous le faire avaler : mais non, ça ne passe toujours pas ! Nous refusons le principe même

d'enfouissement basé sur des mensonges dont l'ANDRA développe depuis des années le principe "Plus c'est gros, plus ça passe".

Nous rappelons avec force au gouvernement et à tous les décideurs locaux que, quelque soit les milliards d'euros promis sur les 150 ans à venir, nous refusons le saccage de nos lieux de vie, de nos villages, de leur sous-sol et de leur nappe phréatique : **notre lutte ne fait que commencer !**



Quelques textes sur les récents événements à la Gare de Luméville

Cet article est composé de 3 textes : 2 communiqués de presse publiés en réponse aux propos du préfet de la Meuse quelques jours avant le week-end du 18-19 avril, et un texte écrit quelques jours après ce même week-end.

Communiqué du 14 avril 2026

C'est face à l'imminence de l'expulsion de l'ancienne gare de Luméville-en-Ornois, lieu emblématique de la lutte anti-nucléaire, qu'un appel a été lancé pour un week-end de résistance et de célébration du 16 au 19 avril 2026 - avec une manifestation le dimanche - sur ce terrain, exproprié par l'ANDRA l'année dernière comme près de 600 autres. Mais une fois n'est pas coutume, la violence est attribuée à celles et ceux qui tentent d'y résister. Le préfet Xavier Delarue, qui n'en est pas à son coup d'essai en matière d'affabulation, aurait eu « des échos d'une mobilisation de black blocs » et redoute un « événement extrêmement violent ». Il ne serait pas la première personnalité de Lorraine à entendre des voix.

En revanche, **la violence qui est constamment mise sous silence c'est bien celle exercée par l'ANDRA et la préfecture.** C'est la violence subie par tous les agriculteurs et agricultrices à qui on a volé leurs terres ; c'est la violence subie par tous les habitants et habitantes du sud Meuse et de la Haute-Marne qui endurent le harcèlement des gendarmes, qui contrôlent et intimident à toute heure du jour et de la nuit et qui n'hésitent pas à pénétrer sur des propriétés privées, lampe torche à la main et arme à la ceinture. C'est aussi la violence de l'industrie nucléaire qui sacrifie des territoires, irradie des populations et provoque des catastrophes inqualifiables – on commémorera les 40 ans de Tchernobyl, le 26 avril.

Ce qui est également passé sous silence, c'est l'accélération brutale du calendrier du projet CIGÉO, avec l'avancée de cette supercherie démocratique qu'est l'enquête publique

au mois de mai. **Un projet qui a toujours progressé contre l'avis des populations, sans concertation et à l'aide de méthodes dignes des pires mafias.**

Alors n'en déplaise au préfet, il y aura toujours des personnes qui auront le courage de résister à la violence et c'est ce courage que l'on célébrera à l'ancienne gare de Luméville-en-Ornois ce week-end, mais aussi dans le village de Mandres-en-barrois où les luttes paysannes et rurales seront à l'honneur. Et toutes celles et ceux qui n'ont pas encore perdu espoir y sont cordialement invités !

Les opposants et opposantes à CIGÉO (et son monde)

Communiqué du 17 avril 2026

Mais que peut-il donc bien se passer dans le sud-Meuse ?

Une manifestation interdite ? Quatre à cinq milles participant-es ? Des blackbickblocks très très méchant.es ? Le grand soir ??? Mais diable, que peut-il donc bien se passer dans le sud de la Meuse ?

Les journalistes en mal d'inspiration, qui n'ont d'ordinaire que faire de nos communiqués, de l'avancée du projet CIGÉO et des ravages de l'industrie nucléaire, se bousculent au portillon, comme à leur habitude, dès qu'un pantin de l'État prévoit, l'eau à la bouche, les fameux « affrontements ultra-violents ». Déboussolés, ils réclament des représentant-es, des chef-fes, des responsables qui voudraient bien leur jeter quelques morceaux bien juteux. Il ne leur viendrait jamais à l'esprit que des chef-fes, ici, il n'y en a pas. Ni qu'on accepterait peut être de leur accorder un peu de crédit s'ils s'intéressaient d'avantage à nous, à ce qu'il se passe ici au quotidien et si nous pouvions leur faire un peu plus confiance. D'ici là, nous continueront à produire nos propres médias et notre propre communication, de manière autonome.

Le préfet Alarue, pareillement décontenancé, ne comprend pas non plus qu'il n'ai pas eu affaire à une organisation déclarée et que personne ne lui ai demandé son aimable autorisation pour se déplacer dans l'espace. Il aurait ainsi fait appel à 800 miliciens pour réprimer ce mystérieux événement qui regrouperait près d'1 million de personnes, selon les chiffres des chouettes-hiboux habitant la Gare [...]

Une chose est sûre : La Gare ne partira pas en silence, et elle ne demandera pas l'autorisation pour le faire.

Des opposant-es à CIGÉO



La Gare a été expulsée :(

Vous avez sûrement pu remarquer une densité anormale de voitures bleues et de gens de la même couleur, un peu partout sur les belles routes de Meuse et de Haute-Marne, qui gâchaient un peu le paysage. Pourquoi donc toute cette agitation, me direz-vous ? Les Bure'lesques c'est pas avant août ! Mais cette fois-ci, les flics étaient mobilisés sur une autre affaire, qui dure depuis un bon bout de temps maintenant : contrôler et réprimer un maximum les déplacements vers l'Ancienne Gare de Luméville. Avec leur manque d'humour habituel, ils ont donc régulièrement transformé des trajets de 5 minutes en longue attente, pour tous les gens du coin.



Dans un autre genre, le dimanche 19 avril, de belles barricades, éolienne et dôme multicolore sont apparus sur la d'habitude bucolique D138, entre Mandres-en-Barrois et Luméville, bloquant la route aux flics (mais pas que, malheureusement) pour protéger la manifestation au départ de la Gare.

Terrain appartenant aux antinucléaires depuis 19 ans, la Gare a accueilli le quotidien des militant.es, nombre d'évènements antinucléaires, nos joies et nos peurs. Ce lieu emblématique de

la lutte contre CIGÉO était concerné, comme bon nombre de terrains et terres agricoles, par la vague d'expropriation qui a commencé il y a plus d'un an maintenant. Légalement expropriée depuis le 11 octobre 2025, le terrain est resté occupé, animé par des fêtes, évènements et les différents appels à rejoindre la lutte. En plus de l'occupation, différents recours légaux ont permis de retarder un maximum l'expulsion.

Ce dimanche 19 avril, à l'occasion d'une manifestation pour la Gare, nous avons choisi de partir de nous-même, quand nous le souhaitions, et de ne pas attendre de nous faire réveiller à 6h du matin par une centaine de gendarmes surarmés.

C'est pourquoi après la marche, lorsque les lignes de gendarmes ont commencé à se rapprocher de la Gare, celles et ceux d'entre nous qui sommes resté.es avons incendié les barricades et les cabanes, et nous sommes parti.es.

La préfecture dit qu'ils ne voulaient pas expulser à ce moment. Nous, on pense que malgré l'immense dispositif policier



demandé par le préfet (800 gendarmes annoncés pour la manifestation !), ils ont été débordés, et surpris.

En tout cas ils n'ont pas attendu bien longtemps pour amener des engins et des grilles autour et dans le terrain, le préfet Xavier Delarue et Patrice Torres en photo comme des enfants capricieux enfin satisfaits devant le bâtiment principal.



Non seulement ils n'ont pas pu maîtriser l'expulsion comme ils le souhaitent, mais ils ont en plus prouvé qu'ils avaient peur de nous, de la force de la résistance au projet CIGEO.

Nous sommes parties en beauté, en flammes, nous ne regrettons rien, et si c'est la fin de la Gare telle que nous la connaissons, ce n'est pas la fin de la lutte.

Nous avons aimé vivre et lutter sur ce terrain, et nous allons continuer à nous battre ici pour que l'ANDRA et toute sa clique de pelleteuses et de nucléocrates ne puisse pas transformer la Meuse en leur - coûteux - terrain de jeu.

Merci à toutes celles et ceux d'entre vous qui nous ont glissé des mots de soutien, ont pris des nouvelles de la Gare, à celles et ceux qui nous ont rencontré et nous ont donné de la force, c'était précieux et ça nous a aidé à tenir toute cette année.

Ça nous aidera aussi dans le futur, et c'est ensemble qu'on pourra enfin faire en sorte que ce projet pourri n'advienne pas ; n'hésitez donc pas à venir nous voir quand vous voulez pour papoter à la Maison de Résistance, à Bure, ou pour boire un verre le jeudi soir au bar de l'Augustine, à Mandres-en-Barrois. On pourra se raconter comment c'était la Gare, qu'on y aie vécu on qu'on aie été voisines ou voisins, et parler de la suite !



S'opposer au RN dans nos campagnes

Dans la Meuse et la Haute Marne, le vote RN est bien implantée. Il est important de comprendre et pouvoir s'opposer à ce parti d'extrême droite.

Le RN souhaiterait se donner une image plus présentable que celui du FN, parti fondé par d'anciens membres de la Wafen-SS. Le parti arrive même à faire des discours contre l'antisémitisme, et Bardella paraît en Israël. Il ne faut pas se leurrer là dessus, leur objectif est juste de faire des alliances idéologiques pour un colonialisme agressif, Streetpress, en 2024, a épinglé 109 candidats RN qui ont fait des saluts nazis, tenus des propos ouvertement racistes, antisémites, homophobes et discriminants. 1/4 des députés RN sont sur des groupes facebook fascistes. Il n'y a pas de doutes sur leur objectif violent. Revenons dans la suite sur leur apparence d'être proche du peuple.

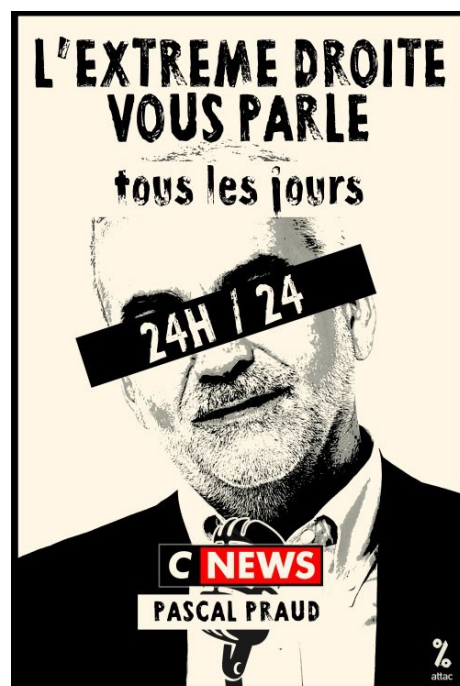
La plupart des élu.es RN qui parlent font parti de la très haute bourgeoisie, et ils sont soutenus par plusieurs multi-milliardaires, comme Boloré ou Sterrin qui leur donne bonne figure dans leurs nombreux médias qu'ils possèdent (Cnews, Canal+, Europe 1, etc) ainsi qu'à leur fortune.

« On ne les a pas encore essayé »¹

Pourquoi faudrait-il « essayer » un parti qui vote à l'assemblée toutes les mesures antisociales et qui favorisent les ultras riches ?

Au Palais-Bourbon, les député.es du Rassemblement National sont les ennemis irréductibles des salarié.es et des précaires. Depuis 2022, ils/elles ont voté :

- Contre l'augmentation du SMIC
- Contre l'indexation des salaires sur l'inflation
- Contre la revalorisation des pensions de retraite
- Contre la gratuité des cantines
- Contre le gel des loyers
- Contre une taxation renforcée des plus riches, contre la taxation des patrimoines de plus de 100 millions d'euros.
- Pour la réduction des droits liés au chômage



1 *Extraits de la brochure « On ne les a pas encore essayé. Vraiment ? » : <https://www.ripostes.org/on-ne-les-a-pas-encore-essayes-vraiment/>*

Pourquoi faudrait-il « essayer » un parti qui dénonce les dérives du « système », mais qui se trouve impliqué dans les pires turpitudes, pour plusieurs des villes, régions ou circonscriptions conquises par l'extrême droite ?

De nombreuses procédures judiciaires sont en cours pour les actes répréhensibles suivants :

- Favoritisme et clientélisme
- Prise illégale d'intérêt et corruption
- Détournements de fonds publics

Les agissements de David Rachline, à Fréjus ; Florent de Kersauson, dans le Morbihan ; Marie-France Lorho, dans le Vaucluse ; Christine Engrand dans le Pas-de-Calais en sont quelques exemples.

Pourquoi faudrait-il « essayer » un parti et des élu.es, qui , depuis la naissance du FN jusqu'au RN aujourd'hui, affirment sans honte qu'ils ont les mains propres et la tête haute ?

- Marine Le Pen, a été jugée, avec vingt-cinq autres prévenu.es, puis condamnée pour des faits de détournement de fonds publics européens.
- Nombre de salarié.es du Front National ayant été rémunéré.es sur la base d'embauches fictives d'assistants parlementaires européens.

Pour ce qui concerne le projet CIGÉO : Le nucléaire a toujours été un outil important pour le parti d'extrême droite. En effet plusieurs valeurs sont proches entre le RN et le nucléaire :

1) La proximité avec le nucléaire militaire.

Les connaissances dans l'atome et l'accès aux technologies du nucléaire civile sert avant tout à pouvoir développer du nucléaire militaire. Ainsi la France a fourni dans le passé cette technologie à Israël (permettant aujourd'hui à ce pays d'avoir l'arme nucléaire), à l'Irak, à l'Iran, et à tout un tas de pays. Pas d'éthiques, que des envies de prolifération de la bombe.

Dans le monde le nucléaire civile représente 3 % de la production énergétique. 70 % de l'énergie nucléaire civile est produite par 5 pays, dans l'ordre : Les États Unis, la France, la Russie, la Corée du Sud, et la Chine. Donc à la question comment se passer de l'énergie nucléaire, la question est inexistante pour l'essentiel des pays de la planète.

Ces 5 pays, sont dans le top 10 des exportateurs mondiaux d'armes dans le monde. Les 4 premiers vendeurs d'armes au monde étant dans l'ordre : les États Unis, la France, la Russie, la Chine. Avoir beaucoup de scientifique dans le domaine du nucléaire, permet d'exporter à d'autres pays l'accès à l'arme nucléaire.

2) L'autoritarisme et l'opacité.

Pour avoir du nucléaire, il faut mentir et cacher des informations. Toutes les structures en lien avec le nucléaire accumulent les scandales dans ce domaine. La page des affaires d'Areva – ancien nom d'Orano - de Wikipédia est particulièrement locale à ce sujet. Aussi c'est un domaine où de très nombreux politiciens font des allés retours entre les hauts postes des entreprises du nucléaire et les rôles de députés / ministres / sénateurs.

En parallèle, chaque site nucléaire se fait envahir d'une présence de gendarmes très importante, Bure ayant son escadron permanent pour surveiller les opposant.es et un budget illimité pour augmenter cette surveillance au bout vouloir du préfet ou des magistrats.

3) Le colonialisme et l'accaparement des terres

Pour avoir du nucléaire il faut dans les pays pauvres extraire une quantité monstrueuse de matière, c'est bien loin des pays qui en profitent où se produit une bonne partie des pollutions des eaux et de l'air qui auront lieu, et où ils peuvent laisser des populations dans des situations sanitaires désastreuses, provoquant maladie et destruction. Voler à grande échelle des ressources de ces terres et les laisser meurtries pour des générations.

C'est aussi devoir s'accaparer sur des territoires les terres de nombreuses populations. Bure, qui ne représente que l'étape de la gestion des déchets, a déjà subi de nombreuses expropriations, et va en subir d'autres au fur et à mesure de l'avancée des travaux (même si Patrice Torrès a prétendu publiquement que ça n'est pas le cas)

Le RN et le nucléaire

Voyons de plus près ce que nous propose le RN vis à vis du nucléaire civil : La défense du nucléaire s'inscrit parfaitement dans la matrice politique du RN, qui le présente - à tort - comme gage de l'indépendance énergétique de la France. Outre le démantèlement d'éoliennes, le parti prévoit de construire vingt réacteurs nucléaires. Maxime Amblard suggère, lui, de fabriquer d'abord une paire d'EPR dont la « technologie a été éprouvée » et qui entreraient en service dès 2033. Oui, c'est cette technologie essayée à Flamanville, dont la mise en service a eu plus de 12 ans de retard, et qui n'est aujourd'hui toujours pas fonctionnelle à 100 %, en témoigne les mises à l'arrêt régulières ; et dont le coût a explosé, ayant été multiplié par 4, entre 2005 et 2015.

Quelques retours sur la semaine antinucléaire à Lille

Du mercredi 18 mars au dimanche 22 mars 2026, se tenait une semaine antinucléaire à Lille. Plusieurs d'entre nous, opposant-es à Cigéo et différemment habitant-es du sud-meuse, nous y sommes allé ! Alors on vous raconte un peu.

La semaine commençait avec deux soirées les mercredi et jeudi, suivies de deux demi-journées vendredi et samedi clôturées par des superbes soirées musicales, pour finir dimanche après-midi après un déjeuner INCROYABLE !

On a eu le temps de se casser la tête sur les concepts compliqués de la radioactivité, réfléchir aux liens entre le nucléaire, l'intelligence artificielle et le féminisme, écouter des intervenantes qui ont expliqué la place du nucléaire dans l'organisation du pouvoir de la société occidentale, chanter la mémoire de Greenham Common, danser au son de nos super-stars les Freemeuses !!!

Tout ça en ayant le temps de manger de bons petits plats végan préparés par les cantines, faire la grasse matinée pour digérer tout ce qu'on apprenait la veille, écouter de la musique encore et encore grâce aux DJ set des copaines.

Projection de At(h)ome, documentaire d'Élisabeth Leuvrey

On vous recommande ce documentaire, qui s'achète 18€ sur internet. Vous pouvez aussi contacter la réalisatrice pour organiser une projection par chez vous.

Le documentaire aborde la place du nucléaire pendant la guerre d'Algérie et les enjeux de cette industrie qui pesaient sur la libération du peuple algérien. Une mémoire précieuse à l'heure où les fascistes en France voudraient faire oublier ou minimiser les horreurs de la colonisation française en Algérie.

Le nucléaire et la mine, une grande histoire d'amour (toxique) : extractivisme & nucléaire

Quand on parle de nucléaire, on parle forcément d'extractivisme. C'est-à-dire l'organisation industrielle nécessaire à l'extraction dans les sous-sols de métaux, de terres rares et de composés chimiques de toutes sortes.

Il y a l'uranium, bien sûr. Carburant à la base des techniques de fission nucléaire. Mais il faut ajouter tous les éléments nécessaires à l'électrification des usages. Le lithium des batteries, l'or et le cuivre des appareils électroniques, et bien d'autres encore. S'il est certain que les quantités actuellement extraites sont bien trop importantes partout le monde, et que l'extraction minière ravage les sols, les territoires et les populations ; il ne faut pas oublier qu'aucune mine ne peut être propre ou soutenable.

La piste à suivre reste souvent la même : améliorer les conditions de vie des travailleuses du secteur, stopper et empêcher les nouveaux projets, diminuer les consommations, reprendre le pouvoir de décision des productions aux capitalistes

Radioactivité & compteur Geiger

Connaissez-vous alpha, bêta, gamma ; le trio radioactif ! C'est ainsi que les physicien-nes ont nommé les différents types de rayonnement radioactif. Une analyse indispensable pour mieux comprendre comment s'en protéger.

Un compteur Geiger fonctionne avec un tube qui analyse les particules radioactives qui le traversent. La mesure en Sievert indique la quantité de particules radioactives qui traversent le tube sur un temps donné. Impossible donc de savoir avec un compteur geiger s'il s'agit de particules alpha ou bêta, ou d'ondes gamma.

En tout cas, plus on s'en éloigne, moins le risque pour la santé est grand. Mais il faut d'épaisses couches de béton, d'aluminium et de plomb pour empêcher la radioactivité sous toutes ses formes de circuler. Avec le nombre de centrales partout en France, on peut dire qu'on est en sécurité nulle part en cas d'accident plus ou moins grave.

Encore une fois, on répète : arrêt du nucléaire ! Il faudra de nombreuses années, voire des décennies pour démanteler les centrales existantes. Les déchets déjà produits resteront une plaie pour les générations futures. Alors la priorité est bien celle de mettre un terme à la croissance du désastre.

Intelligence artificielle & nucléaire

L'intelligence artificielle a besoin d'électricité. Le nucléaire est son allié naturel !

Inventer des nouveaux besoins, création de frustrations pour les combler par de nouvelles consommations, destruction des liens sociaux qui tenaient les communes, quartiers et villes pour les remplacer par du numérique à tout-va = voilà le cadeau empoisonné des capitalistes.

A propos de nucléaire plus spécifiquement, l'intelligence artificielle commence à être utilisée par les nucléocrates ; notamment aux États-Unis. Résultat : des ingénieurs informatiques qui n'y connaissent pas grand-chose en nucléaire se retrouvent aux manettes de centrales, parce que ce sont des serveurs d'IA qui pilotent les réacteurs. Voilà, l'industrie nucléaire est en train de confier les réacteurs les plus dangereux au monde à des serveurs informatiques. De quoi nous rendre absolument dépendant collectivement de ces serveurs, des entreprises qui les possèdent et des informaticiens aux manettes. Pari risqué, et surtout l'assurance de n'avoir aucun contrôle démocratique dans ces conditions.

Remerciements

On remercie mille et mille fois les copaines de Lille ! L'accueil était incroyable, ils et elles se sont donné à fond pour faire de cette semaine antinucléaire une semaine joyeuse malgré qu'on discute que des trucs déprimants. Pour sûr qu'on va continuer de se voir et de faire plein de choses ensemble ; vive la lutte antinucléaire à Lille, en Meuse et partout ailleurs !

On rappelle aussi qu'à Lille, ils et elles sont concerné-es par le nucléaire de près. Les centrales de Gravelines sont un site supposé pour les chantiers des nouveaux EPR dernière génération. Vous vous souvenez ? Ceux que l'affreux Macron nous a promis. Comme quoi, toujours là pour nous annoncer des mauvaises nouvelles. Arrogant comme il est, il assure que ces chantiers iront vite ! LOL, on a vu ce que ça a donné pour l'EPR de flamanville ; des années de retard et un budget qui a explosé de plusieurs milliards ! Idem pour Cigéo par chez nous, il y a un peu plus de 10 ans, l'Andra annonçait fièrement que les premiers déchets arriveraient en 2025 ... LOOOOOL !

Nous, on est, et on restera, méchamment antinucléaires !

Le Front Juridique Contre Cigéo dit au revoir à quelques-un·es de ses requérant·es

Il y a mille et une manière de lutte contre Cigéo, l'une d'elle est de participer à des actions en justice contre le projet.

Si pour les associations anti-nucléaire, cela paraît évident, ça l'est moins pour les habitant·tes de Bure et alentour : pas facile d'aller en justice contre l'Andra sur un territoire où elle règne en semant la zizanie et la terreur, prendre le risque d'avoir des représailles insidieuses, peut-être avoir des tensions avec ses voisins ou dans sa propre famille...

Il faut du courage et à Mandres-en-Barrois, quelque-un·es de celles et ceux qui nous ont quitté cette dernière année n'en manquaient pas : M. Serge Paquin, Mme Germaine Nikitine et plus récemment Mme Claudine Lafrogne étaient tous trois de tous les recours contre Cigéo. C'était un plaisir de passer les voir, de leur donner des nouvelles de la lutte et de leur soutien sans faille à l'action juridique.

Plus de visite dans la petite maison à l'ancienne de M. et Mme Paquin, plus de découverte des trésors culturels de Mme Nikitine et plus de rencontre dans la rue avec « La Claudine », Mme Lafrogne, qui arpentait le village et qui on pouvait dire à son passage « On va encore attaquer l'Andra au tribunal, tu en es cette fois-ci encore Claudine ? ». Bien sûr en souvenir de son mari et du passé quand elles et quelques autres femmes du village s'étaient mobilisées pour empêcher « le labo » de s'installer..

Nous allons continuer la lutte en ne vous oubliant pas. Merci d'avoir participé tant d'années à nos actions juridiques !

Agenda

- **Tous les jeudis, marché à prix solidaires** (légumes bio et plantes aromatiques/médicinales) **de 17h à 19h à l'Augustine** à Mandres-en-Barrois (2 rue de Vinelle)
- **Printemps des luttes paysannes** au bar « **Les 3 vallées** » à **Tréveray**, le dimanche **3 mai à partir de 10h**. Au programme : balade, cueillette, auberge espagnole, bourse aux plants, bourses aux graines...
- **Manifestation le 19 mai 2026 à 12h Place Reggio à Bar-le-Duc**, pour dénoncer l'avancée de l'enquête publique sur CIGÉO
- **Chantiers-école de charpente/couverture** du 1er au 14 juin à la **Maison de Résistance** de Bure (2 rue de l'Église)
- **Festival des Bure'lesque, du 14 au 16 août**, dans le sud de la Meuse (plus d'infos à venir)

Petites infos

- **Nos associations attaquent Unitech sur tous les fronts.** Dans le précédent numéro du petit journal contre CIGÉO, on vous parlait de l'avancée d'Unitech. Depuis, un référé-suspension a été déposé fin décembre, il a été rejeté en janvier. Un recours contre l'autorisation environnementale a aussi été lancée, on est toujours en attente d'une date d'audience.
- **Un nouveau conflit d'intérêt sur fond de zones d'ombres !** Maxime Amblard, député du Sud meusien, vient d'être nommé rapporteur de l'avis de l'OPECST (Office Parlementaire des Choix Scientifiques et Technologiques) sur la demande d'autorisation de création de CIGÉO (DAC). Maxime Amblard est un ingénieur nucléaire, salarié de Framatome. Il a été élu député (RN) de la Meuse, au terme d'une curieuse campagne de parachutage. Comment croire un instant que l'actuel député, par ailleurs partisan actif de la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, puisse avoir une position objective ? Que connaît-il au juste des risques et incertitudes notoires du dossier ? A-t-il été nommé rapporteur pour l'OPECST pour défendre les intérêts de la filière nucléaire, en fidèle nouveau gardien du temple ?
- **En 6 mois de cessé le feu** (10 octobre 2025 – 10 avril 2026), **738 palestiniens ont été assassinés par l'armée israélienne.** Le peuple continue de ne pas avoir accès aux besoins de base : eau, nourriture, médicaments, salubrité, logements, liberté de déplacement, sécurité...

Petites annonces (plus ou moins sérieuses)

Retour vers le futur : les tonnes de déchets radioactifs balancés dans la mer cherchent les experts qui les y ont foutus pour une discussion totalement « inoffensive »

Cherche caravane pour remplacer la mienne car je ne distingue plus le plancher du plancher des vaches. Préférentiellement waterproof. Merci de contacter la rédaction, on peut venir la remorquer

Vu que c'est bure bure bure la vie, cherche Amandres pour activité cardioactive. Comme dirait Torrès entre Guillaumé : « C'est dans les vieux saudron qu'on fait la meilleur soupe »

L'invasion de tiques dans nos forêt, la maladie de Lyme et autres joyusetés transportées par ces dernières, remercient grandement la déforestation et l'alimentation du gibier qui participent à leurs proliférations

La maison de résistance récupère les palettes de toutes tailles, de tout format. On fait feu de tout bois donc n'hésitez pas à venir en déposer. En cas de crainte d'usage trop radical, moyen de spécifier, pour ne pas qu'elles se retrouvent utilisées sur une barricade, comme projectile ou transformée en trébuchet

Tremblements de terre à venir dans le cadre d'un réchauffement climatique accentué aimeraient prévenir les usagè.es de toutes installations souterraines du risque de : PAF sur vos gueules

L'Andra lance un appel à dons pour compenser le coût faramineux des installations qui ont décuplés depuis les premières estimations du double projet : celui d'enfouissement des consciences et des déchets. Les plus gros donateur.ices ou sympathisant.es seront récompensé.es avec des alcôves personnelles pour être enterré.es avec les autres déchets. Plus d'informations sur : andrarnaque@mort.fr

Ingénieur.es en mal d'inspiration cherchent argumentaires claqués au sous-sol pour combler les trous du dossier de la DAC afin de garder un semblant de crédibilité lors des prochaines consultations publiques

Bravo au Duster qui a effectué le 20 000ème passage devant la maison de résistance depuis son achat en 2004. Bravo également aux héros de l'équipe bleue qui ont effectué le 5683ème contrôle policier et qui ont mis courageusement une verbalisation pour un A manquant ! Vu le salaire mensuel d'un escadron de 80 GM (400 000 €), nos

comptables estiment à 10 000 le nombre de verbalisation nécessaire par mois pour les rendre utiles. Alors pensez à eux, rouler un peu trop vite, oubliez vos A, roulez avec des pneus lisses et ne remplacez pas vos ampoules !

Contrairement à ce qui avait été annoncé, il y aura bien des expropriations d'habitation le long de la future voie de chemin de fer entre Nantois-Tronville et Gondrecourt. L'Andra profitera de l'occasion pour organiser un vide-grenier exceptionnel et super festif tout le long de cette voie de chemin de fer... Quelle bande de chanceux.ses ! Si vous ne voulez pas participer aux festivités, on recherche des requérant.es pour s'opposer à ces expropriations

À l'attention du maire de Bure : Ici, ton cheval fourbu est souvent transi de froid. L'hiver est passé, j'en suis soulagé mais pourrait-il ne pas passer le prochain dehors et tout seul, merci

Vous avez une petite annonce à passer ? Un objet à donner ? Un amour secret ? Un petit trait d'humour ? N'hésitez pas à nous envoyer vos doléances